

MOT LIMINAIRE À LA CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT DE LA LIGUE ITEKA

Mesdames et Messieurs les journalistes,

La Ligue burundaise des droits de l'homme ITEKA célèbre ce dimanche 6 février 2005 son 14^{ème} anniversaire. Ceci nous donne l'occasion de faire une évaluation globale de l'année 2004 sur le plan politique, socio-économique ainsi qu'une évaluation de la situation des droits de l'homme. L'année 2004 s'était annoncée sur un ton d'optimisme du gouvernement de transition après la récente signature de l'Accord Global de cessez-le-feu avec le Cndd-Fdd de Pierre Nkurunziza.

Dans son discours à l'occasion du Nouvel An, le président de la République a fait sentir une ferme détermination du gouvernement de transition de pousser la charrue pour rattraper le retard enregistré dans les échéances des élections prévues par l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation et devant mener à la mise sur pied des institutions post-transition issues des élections à l'expiration de la transition le 31 octobre 2004.

Il a ainsi présenté un agenda assez ambitieux du gouvernement dans tous les domaines mais dont la mise à exécution est restée un grand défi jusqu'à l'expiration de l'année 2004. Sur le plan politique, l'année a été caractérisée par une nouvelle turbulence politique dominée surtout par de longs débats sans consensus entre les protagonistes politiques, sur le processus électoral et la gestion du pays après la période de transition qui devait expirer le 31 Octobre 2004.

Un projet de partage du pouvoir ainsi qu'un projet de constitution post-transition ont été difficilement négociés et il a fallu l'intervention de la médiation et de la sous-région pour que le projet de constitution qui a divisé la classe politique soit adoptée par le parlement, et finalement soit en vigueur à partir du 1er novembre 2004 comme constitution intérimaire en attendant son adoption par référendum.

C'est avec cette intervention de la médiation que les préparatifs des élections ont été amorcés avec de prime abord la mise sur pied de la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) à la fin du mois d'août 2004, presque à la veille de la date butoir de la fin de la transition, le 31 Octobre. Aussitôt mise sur pied, cette commission s'est attelée au travail tout azimut et a vite sorti un nouveau calendrier des échéances électorales. Les débuts de travail de cette commission se sont avérés cependant difficiles car des irrégularités ont été observées et reconnues même par la commission avec l'inscription au rôle des électeurs.

De surcroît, le report répété de l'échéance prévue pour le référendum de la constitution post transition a donné l'impression que cette commission travaillait dans le tâtonnement et la précipitation, ce qui risquait de porter aussi préjudice à la préparation de ces élections. Une certaine opinion voit néanmoins dans ce travail au ralenti de la commission une main des leaders actuels qui chercheraient à se maintenir encore au delà de l'échéance donnée par la médiation.

Sur le plan sécuritaire, la signature de l'accord global de cessez-le- feu le 16 Novembre 2003 a été suivie d'effets puisque, sur terrain, de façon générale, l'accalmie a régné sur la majeure partie du pays sauf les provinces de Bururi (au cours de la première moitié de l'année avec les affrontements du Cnnd-Fdd de Pierre Nkurunziza et le Cnnd de Léonard Nyangoma dans la commune de Buyengero, zone Mudende) et de Bujumbura Rural toujours en guerre.

En outre, l'initiative de Mme Carolyn MacAskie, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies et chef de mission de l'Opération de Nations Unies au Burundi (ONUB) d'amorcer des pourparlers entre le gouvernement de transition et le Palipehutu-Fnl d' Agathon Rwaswa à Nairobi s'est soldée par un échec, car le nouveau médiateur a désarmé ipso facto après le massacre des Banyamulenge de Gatumba le 13 août 2004 que cette rébellion a revendiqué.

Ainsi même à la fin de l'année 2004, le Palipehutu-Fnl d'Agathon Rwaswa n'avait toujours pas rejoint la table des négociations d' où la poursuite des combats dans la province de Bujumbura, ce qui reste un handicap de taille à l'aboutissement réel du processus de

paix burundais. Sur le plan militaire, comme le pays se préparait à une nouvelle échéance politique à savoir les élections, l'un des préalables les plus importants à la réussite de ces élections était la mise en place d'une nouvelle force de défense nationale, capable de protéger les institutions post-transition.

A cet effet, tout au début de l'année, l'agenda du gouvernement prévoyait l'accélération du programme DDR jusqu' à la création de cette nouvelle Force de défense Nationale (FDN). Néanmoins, le programme à peine commencé n'a fait qu' évoluer sur un rythme saccadé car le processus de cantonnement, point de départ de tout, était lui-même biaisé puisque les élections ont semblé être la préoccupation majeure des politiciens burundais, sans doute pour les dividendes qu'ils espèrent en tirer.

Quelques pas ont été marqués, certes, avec l'implantation du camp de l'espoir à Tenga en commune Mutimbuzi, province Bujumbura ainsi que la formation d'une unité mixte de protection des institutions au camp Bururi, mais des défis de taille ont subsisté. Ces derniers ont même fait objet de longs débats, entre autre, la définition du combattant, les problèmes d'ordre matériel et logistique, l'harmonisation des grades des combattants et l'insuffisance de fonds pour mener à bien l'opération DDR. Mesdames et Messieurs, Sur le plan socio-économique, l'agenda du gouvernement pour l'an 2004 est aussi resté un grand pari à gagner. L'année vient de se boucler en effet sur un taux de pessimisme avec la famine qui sévit dans les provinces du Nord du pays dans les provinces de Kirundo, Muyinga et Ngozi ou même des morts ont été déjà enregistrés. Cette situation a été consécutive à la baisse sensible de la production suite aux perturbations climatiques, la rafle du peu de produits vivriers pour constituer des stocks des sites de cantonnements ainsi que l'écoulement d' une autre partie des produits vivriers, déjà insuffisants, vers le Rwanda à des prix alléchants.

Par conséquent, même à ce niveau, des défis subsistent car la mise sur pied d'une politique de sécurité alimentaire sera réaliste et salutaire à la seule condition que le pays recouvre totalement la paix, la sécurité et la stabilité politique. En effet, cela n'est réalisable que si les sinistrés tant intérieurs qu'extérieurs sont réinstallés sur leurs collines et si les activités agro-sylvo-pastorales reprennent leur allure. Aussi avec la

dégradation continue du secteur économique, la population en subit continuellement les foudres. C'est ainsi qu'avec la hausse constante du prix du carburant, une nouvelle flambée des prix jamais vue depuis le début de la crise s'en est suivie, pour une population dont plus de 60% vivent toujours en deçà du seuil de pauvreté avec un revenu par an par habitant inférieur à 100\$ et débordée par l'allure du coût de la vie actuelle.

De surcroît de nombreux défis subsistent dans les domaines de la santé et de l'éducation dont les indicateurs restent toujours chancelants. Le domaine de la santé connaît toujours une continue dégradation avec l'aggravation de certaines pathologies telles que : le paludisme, le choléra, la dysenterie, la tuberculose, le SIDA et d'autres infections. Le domaine de l'éducation n'est pas non plus en meilleure position avec la dégradation de la qualité de l'enseignement continuellement décriée, l'insuffisance d'enseignants et surtout les enseignants qualifiés, l'insuffisance des infrastructures, du matériel pédagogiques et des équipements, le déséquilibre entre la scolarisation des filles et des garçons, les mauvaises conditions de vie et de travail pour les enseignants et les élèves qui sont à l'origine d'éternels mouvements de revendications.

Mesdames et Messieurs,

Avec les progrès enregistrés sur le plan sécuritaire, la situation des droits de l'homme a connu une relative amélioration par rapport à l'année dernière car les populations sinistrées : les réfugiés et les rapatriés commencent à regagner petit à petit leurs ménages (plus de 50% des sites des déplacés ont été démantelés d'après les enquêtes de l'office de coordination des affaires humanitaires (OCHA) et le rapatriement s'est accéléré d'après les données du HCR. Néanmoins ces populations ont toujours besoin d'assistance pour pouvoir retrouver leur train de vie d'antan.

Malgré cette avancée positive, de graves violations subsistent dans certains domaines et même certains phénomènes atypiques ont été observés au cours de l'année 2004, portant atteinte à la vie et à l'intégrité physique des personnes ou à leurs biens. Il s'agit entre autre du vol à main armée qui s'est souvent accompagné de meurtres et assassinats, de nombreux actes isolés d'assassinats et meurtres, de nouveaux

phénomènes apparus dans certaines provinces du pays et qui ont également emporté des vies humaines ou causé d' autres dégâts : la justice populaire qui était et qui reste presque généralisée, le prélèvement de sang par des injections jusqu'à la mort en province de Gitega, le phénomène de la chasse aux sorciers qui a prévalu dans certaines provinces comme Bujumbura rural, Cibitoke, Bubanza, Ruyigi, Cankuzo et Gitega, doublé du phénomène d' incendies de maisons dans plusieurs provinces surtout Ruyigi, Gitega, Bubanza, Cankuzo et ailleurs, le phénomène « injections », à caractère déstabilisateur qui aurait été inventé par des malfaiteurs dont le mobile était apparemment la déstabilisation à l' approche des élections, en aiguissant une nouvelle fois la haine ethnique, comme à chaque fois qu' un tournant politique-clé approche.

Ce nouveau phénomène a suscité des remous dans quelques provinces du pays comme : Ngozi, Muyinga, Kayanza et surtout en province Gitega et a même coûté la vie à certains soit-disant auteurs de ces injections. Un autre phénomène à signaler est l'empoisonnement par la boisson signalé en province Muramvya (Mubarazi) où 9 personnes sont déjà décédées. Des cas particuliers d'assassinats sont été encore une fois survenus entre autre l'assassinat du curé de la paroisse de Makamba, Abbé Gérard Nzeyimana et les massacres de Banyamulenge à Gatumba. De nombreux abus ont été également perpétrés par les belligérants dans la province de Bujumbura rural : de nombreux cas de tueries et de traitements cruels, inhumains et dégradants, des arrestations et détentions arbitraires accompagnées d'extorsions de sommes importantes d'argent, surtout aux positions et dans des cachots clandestins du Cndd-Fdd , souvent dans des conditions inhumaines(dans des trous ou des tranchées remplies d'eau), des viols, des pillages et destructions des biens de la population.

L'instabilité persistante dans cette province de Bujumbura rural a également causé de nouveaux déplacements massifs des populations en province de Bujumbura Rural pendant plusieurs mois, dont la majorité est restée massée au chef lieu de la commune de Kabezi et une autre à la paroisse de Mutumba pendant des mois et des mois et dans des conditions humanitaires qui étaient fort déplorables. Le phénomène de viol a également pris une allure très inquiétante doublé de cas inédits de violence domestiques.

En conclusion, l'année 2004 s'est achevée sur un véritable imbroglio politique et une situation socio-économique inquiétante qu'il convient d'assainir avec le début de l'année 2005 pour la survie de la nation et il en va de la détermination des politiciens burundais qui doivent transcender leurs intérêts égoïstes et sectaires et faire preuve de plus de capacité de leadership pour la sauvegarde de la nation burundaise.

Fait à Bujumbura, le 6 février 2005

Pour la Ligue ITEKA asbl

Jean-Marie Vianney Kavumbagu

Président.